



SOCIETE IMMOBILIERE DU CAMEROUN

CAMEROON REAL ESTATE CORPORATION

SOCIETE ANONYME AVEC C.A. AU CAPITAL DE 75 000 000 000 FCFA
SIEGE SOCIAL : 510, Avenue de l'Indépendance, Hippodrome - B.P. : 387 YAOUNDE - CAMEROUN
Web site: www.sic.cm E-mail: info@sic.cm

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 006/AM/SIC/2025 DU 24 FEV 2025 PORTANT PRESELECTION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT A LA SOCIETE IMMOBILIERE DU CAMEROUN

FINANCEMENT : BUDGET SIC EXERCICES 2025 ET SUIVANTS

I. CONTEXTE

Conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme OHADA applicables aux sociétés soumises à la comptabilité privée, le Directeur Général de la Société Immobilière du Cameroun (SIC), lance un Appel à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant.

II. PARTICIPATION ET ORIGINE

Le présent appel à manifestation d'intérêt est réservé aux experts comptables (individuels ou sociétés) agréés par la CEMAC et inscrits au tableau de l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA) et justifiant d'au moins quinze ans d'expérience.

III. ETENDUE DE LA MISSION ET RAPPORT DU CONSULTANT

Le consultant est chargé de l'exercice de la fonction de commissaire aux comptes à la SIC pour les exercices 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 et 2030.

1. Etendue de la mission du commissaire aux comptes

Les missions du Commissaire aux comptes s'exerceront conformément aux Normes Internationales d'Audit. A cet effet, le Commissaire aux comptes devra se prononcer sur :

- La sincérité et la régularité des états financiers, ainsi que sur la fidélité et la sincérité de l'image qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société Immobilière du Cameroun, suivant le référentiel comptable applicable ;
- L'efficacité de la structure du système de contrôle interne, c'est-à-dire la capacité de la Société Immobilière du Cameroun à préparer les rapports financiers fiables, de maintenir une comptabilité exhaustive (en temps réel) de toutes les

transactions et de sauvegarder ses actifs ;

L'Audit donnera donc lieu à toutes les vérifications et tous les contrôles que le commissaire aux comptes pourra juger nécessaires en la circonstance. L'examen comprendra tous les tests, confirmations, observations et vérifications jugés nécessaires par le Commissaire aux comptes.

L'auditeur devra exprimer donc une opinion professionnelle en conformité avec les normes internationales de l'IFAC, notamment les normes ISA (International Standard on Audition).

Le cabinet devra aussi donner avis sur :

- La qualité de l'organisation comptable en place au sein de la société ;
- La qualité du système de traitement de l'information financière (logiciel) utilisé par la société ;
- L'exposition de la société au risque fiscal.

2. Rapports à fournir par le commissaire aux comptes

A la fin de ses travaux, le Commissaire aux comptes présentera une note de synthèse spécifique à chaque étape sur les insuffisances relevées dans le cadre de l'évaluation du contrôle interne et des points d'audit constatés. Chaque note sera discutée entre les parties concernées au cours de la séance de restitution des travaux. A ce titre, le Commissaire aux comptes produira les rapports suivants :

- Un rapport relatif à l'article 715 de l'acte uniforme OHADA à l'attention du président du Conseil d'Administration comprenant les contrôles / diligences mis en œuvre, les déficiences constatées et les recommandations. Ce rapport mettra en évidence les points faibles ; les risques, les menaces, les origines des risques ou des insuffisances constatés et les recommandations du Commissaire aux comptes pour pallier à ces dysfonctionnements ;
- Les rapports Général et spécial destinés à l'Assemblée Générale sur la certification des états financiers de la Société Immobilière du Cameroun conformément aux dispositions légales en la matière.

Les rapports seront produits en français ou en anglais.

Une opinion pourrait être demandée sur une situation intermédiaire ou provisoire des comptes de la société. La Société Immobilière du Cameroun fera des observations et commentaires sur lesdits projets de rapports, et à la suite, le Commissaire aux comptes présentera ses rapports définitifs signés. Ces rapports seront transmis au Président du conseil d'Administration en quatre (4) exemplaires chacun, 15 jours après les observations de la société.

IV. DOSSIER DE CANDIDATURE

La SIC invite les candidats intéressés à fournir les pièces administratives et un dossier technique, présentés en deux (02) volumes :

Volume 1 : Pièces Administratives

Le dossier comprendra les documents suivants en originaux ou copies certifiées conformes selon le cas :

- a) La déclaration de manifestation d'intérêt du candidat faisant ressortir sa raison sociale, son adresse et le cas échéant les pouvoirs délégués aux signataires ;
- b) L'attestation d'inscription à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun en qualité d'Expert-comptable ;
- c) L'agrément CEMAC en qualité d'Expert-comptable et de société d'expertise comptable ;
- d) L'attestation de conformité fiscale, l'attestation d'immatriculation et le plan de localisation ;
- e) L'attestation pour soumission (APS) datant de moins de trois mois délivrée par le Directeur Général de la CNPS ou son représentant ;
- f) L'attestation de Non Exclusion des marchés délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ou son représentant.

Volume 2 : Dossier Technique

Le dossier technique devra comprendre :

- a) Les références du consultant dans la réalisation des missions similaires (première et dernière page de chaque contrat ou toute autre pièce pouvant justifier de la réalisation de la mission) ;
- b) Les références du consultant dans la réalisation des missions dans le domaine de commissariat aux comptes (première et dernière page de chaque contrat ou toute autre pièce pouvant justifier de la réalisation de la mission) ;
- c) Un document décrivant sa compréhension de l'objet de la mission, l'approche et la méthodologie de travail proposées ainsi qu'un planning de réalisation de la mission ;
- d) Les observations et suggestions sur les termes de référence ;
- e) Le curriculum vitae daté et signé et les copies certifiées conformes des diplômes ;
- f) Attestation d'inscription au tableau de l'ordre ;
- g) Toute autre pièce probante.

V. CRITERES DE SELECTION

Les dossiers de candidature seront examinés au regard des critères suivants :

Critères éliminatoires

- Documents falsifiés ou non conforme ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100.

Tableau des critères essentiels

N°	CRITERES D'EVALUATION	POINTS
1.	Compréhension de la mission	10
	Mauvaise : 0 ; Moyenne : 5 points ; Bonne : 7,5 points ; Excellente : 10 points	
2.	Observations et suggestions sur les TDR	06
	Observations sur la mission : -	
	- Observations pertinentes : 3 points	03
	- Observations moyennes : 2 points	
	- Pas d'observations : 0 point	
	Suggestion sur la mission	
	- Suggestions pertinentes : 3 points	03
	- Suggestions moyennes : 2 points	
	- Pas de suggestion : 0 point	
3.	Méthodologie proposée	05
	Mauvaise : 0 ; Moyenne : 2,5 points ; Bonne : 3,5 points ; Excellente : 5 points	
4.	Chronogramme de la mission	04
5.	Référence du consultant	50
	Prestations réalisées par le consultant dans le domaine du commissariat aux comptes (10 points par étude)	
	Pour chaque prestation, fournir 1 ^{ère} et dernière page du contrat ou toute autre pièce pouvant justifier la réalisation de la prestation	
6.	Qualifications et expériences du consultant	22
	Qualifications	
	- Diplômes : 7 points	10
	- Attestation d'inscription à l'ordre : 3 points	
	Fournir des copies certifiées conformes pour chaque pièce	
	Expérience	
	- Expert ayant au moins 10 années d'expérience dans le domaine : 7 points	12
	- Connaissances spécifiques de la réglementation dans le domaine : 5 points	
7.	Présentation du dossier d'appel à manifestation d'intérêt	03
	- Ordonnancement des pièces administratives et techniques : 1 point	
	- Sommaire et pagination des documents : 0,5 point	
	- Clarté du texte et des images : 1 point	
	- Reliure et intercalaires : 0,5 point	

TOTAL	100
-------	-----

A l'issue de l'évaluation, seuls les candidats ayant totalisé une note technique au moins égale de 70 sur 100 seront retenus.

VI. OBJET DE LA MISSION ET RESULTATS ATTENDUS

L'objet de la consultation est l'exécution d'une mission de commissariat aux comptes des exercices 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 et 2030 par un professionnel indépendant.

La mission du cabinet portera sur l'audit des états financiers annuels et les autres vérifications spécifiques prévues par l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des entreprises publiques et les normes de la profession.

Le consultant retenu au terme de la consultation sera tenu de fournir régulièrement les livrables suivants :

- L'ensemble des rapports légaux prescrits par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au Cameroun ;
- Un rapport sur les observations significatives et les recommandations nécessaires pour améliorer le système de contrôle interne de la société ;
- Un rapport sur les observations significatives et les recommandations nécessaires pour améliorer la gestion fiscale interne de la société.

VII. LIEU ET DUREE DE LA PRESTATION

La mission se déroulera à la Direction Générale à Yaoundé et dans tous les sites de la SIC, pour un délai de six (06) années ou 72 mois.

VIII. DATE ET LIEU DE DEPOT DES CANDIDATURES

Chaque dossier de candidature comprenant un Dossier Administratif et Dossier Technique rédigés en français ou en anglais, en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies, devra parvenir à la Cellule des Marchés sise à la Direction Générale de la de la Société Immobilière du Cameroun, en face immeuble T BELLA, 510 Avenue de l'indépendance, Hippodrome B P 387 Yaoundé, Téléphone : 222 23 34 11, Télécopie : 222 22 51 19, au plus tard le 11 MARS 2025 à 13 heures, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° 0067 AMI/SIC/2025 DU 24 FEV 2025
PORTANT PRESELECTION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES
TITULAIRE ET D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT A LA
SOCIETE IMMOBILIERE DU CAMEROUN

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

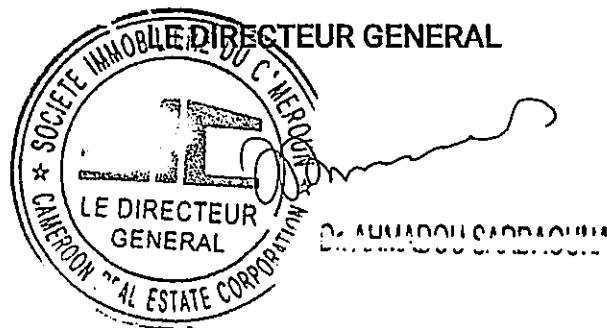
NB : tout dossier incomplet ou comportant de fausses déclarations, sera purement et simplement rejeté.

IX. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule des Marchés sise à la Direction Générale de la Société Immobilière du Cameroun (SIC), face immeuble T BELLA, 510 Avenue de l'indépendance, Hippodrome B P 387 Yaoundé, Téléphone : 222 23 34 11, Télécopie : 222 22 51 19, dès publication du présent Avis.

N.B : Pour tout acte de dénonciation, bien vouloir saisir la CONAC au numéro vert 1517.

Fait à Yaoundé, le 24 FEV 2025



Ampliations :

- PCA-SIC
- Media
- Chrono/Archives
- Affichage



SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CAMEROUN CAMEROON REAL ESTATE CORPORATION

Limited Liability Company With a Capital OF 75.000.000.000 F.CFA –
Head Office: 510, Independence Avenue, Hippodrome – PO Box: 387, Yaoundé
REPUBLIC OF CAMEROON
Website : www.sic.cm – e-mail : info@sic.cm

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST NO. 006 /REI/SIC/2025 OF 24 FEB 2025 TO PRE-SELECT AN
EXTERNAL AND ALTERNATE AUDITOR IN CAMEROON REAL ESTATE CORPORATION (SIC)

I. BACKGROUND

Pursuant to the provisions of the OHADA Uniform Act applicable to companies under private accounting, the General Manager of The Cameroon Real Estate Corporation (SIC) launches a Calls for Tenders to recruit a Statutory Auditor and an Alternate Auditor for the corporation.

II. PARTICIPATION AND ORIGIN

This Call for Tenders targets minimum 15 years experienced Chartered Accountants (individuals or companies) approved by CEMAC and registered with the Institute of Chartered Accountants of Cameroon.

III. CONTENT OF THE PROJECT AND REPORT OF THE CONSULTANT

The consultant shall be in charge of auditing 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 and 2030 fiscal years at the Cameroon Real Estate Corporation.

III.1 Scope of the Auditor's Project

The External Auditor shall carry out his duties in accordance with International Standards on Auditing. Therefore, he shall decide on:

- The accuracy and conformity of financial statements, assets, financial situation and output of the corporation, in accordance with the accounting framework in place;
- The effectiveness of the framework of the internal control system, that is, the capacity of the corporation to prepare reliable financial reports, to maintain comprehensive (real time) accounts of all transactions carried out and to backup assets.

The auditing will hence lead to all the scrutiny and controls that the auditor may deem necessary each time. The review will include all tests, confirmations, observations and verifications considered relevant by the External Auditor.

The Auditor will have to give his professional opinion in accordance with IFAC's international standards, including the ISA (International Standard on Auditing) standards.

The consultant will also voice his opinion on:

- The quality of the accounting system in force in the corporation;
- The quality of the financial information processing system (software) used by the corporation;
- The vulnerability of the company in terms of tax risk.

III.2 Reports by the Auditor

At the end of the project, the External Auditor shall present specific summary points at each stage on the shortcomings identified during the assessment of internal control and the auditing points noted. Each point shall be discussed among the parties concerned during the feedback session. Accordingly, the External Auditor shall produce the following reports:

- A report on Article 715 of the OHADA Uniform Act for the Chairperson of the Board of Directors containing controls/procedures implemented, deficiencies noted and recommendations. This report shall highlight the following weak points: risks, threats, sources of risks or shortcomings identified and recommendations to remedy the situation;
- General and Special Reports addressed to the General Meeting on the certification of the financial statements of the corporation in accordance with the appropriate legal provisions.

The reports shall be presented in French or English.

The Expert's opinion could be sought on an intermediate or provisional situation of the accounts of the corporation. The corporation will comment on the said draft reports, and subsequently, the External Auditor will present final and signed reports. These reports shall be sent to the Chairperson of the Board of Directors in four (4) copies each, 15 days after the comments of the corporation.

IV. APPLICATION FILE

The corporation calls on interested candidates to provide the following administrative documents and a technical file, presented in two (02) volumes:

Volume 1: Administrative Documents

The file shall include originals or certified copies of the following documents as appropriate:

- a) The candidate's declaration of interest showing the name, address and, where applicable, the powers of attorney to the signatories;
- b) A certificate of registration with the Institute of Chartered Accountants of Cameroon as a Chartered Accountant;
- c) A CEMAC accreditation as a chartered accountant and an accounting firm;
- d) A tax clearance certificate; a certified attestation and location plan;
- e) A certificate for submission (less than three months old) issued by the General Manager of the Cameroon Social Insurance Fund or a representative;
- f) A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the General Manager of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) or a representative.

Volume 2: Technical File

The technical file should include:

- a) The consultant's references carrying out similar assignments (first and last page of each contract

or any other document justify in the execution of the project);

b) The references of the consultant in carrying out projects in the domain of statutory auditing (first and last page of each contract or any other document that may establish the execution of the project;

c) A document describing an understanding of the purpose of the project, the proposed approach and work methodology, as well as a project implementation schedule;

d) Comments and suggestions on the terms of reference;

e) A dated and signed Curriculum Vitae and certified copies of diplomas;

f) A certificate of registration with the Order of Standard Accountants

g) Any other supplementary evidence.

V. Assessment Criteria

Applications shall be examined according to the following criteria:

Disqualifying Criteria:

- Falsified or non-compliant documents ;
- Technical score below 70 points out of 100.

Main Criteria Table

N°	EVALUATION CRITERIA	POINTS
1.	Understanding the project	10
	Bad : 0 ; average : 5 points ; good : 7.5 points ; excellent : 10 points.	
2.	Comments and suggestions on the project	06
	Comments on the project: - relevant remarks : 3 points - average observations : 2 points - no observations : 0 point	03
	Suggestions on the project - relevant suggestions : 3 points - average suggestions : 2 points - no suggestions : 0 point	03
3.	Methodology proposed	05
	Bad : 0 ; average : 2.5 points ; good : 3.5 points ; excellent : 5 points.	
4.	Organisation of the Project	04
5.	Consultant's References	50
	Services provided by the consultant in the field of statutory audit (10 points per study) For each service, provide the first and last page of the contract or any other part that can explain the execution of the contract	
6.	Qualifications and Experience of the Consultant	22

	Qualifications - diplomas (07 points) - attestation of registration in the order (03 points) Provide certified copies for each document	10
	Experience - expert with at least 10 years of experience in the field (07 points) - specific knowledge of the regulations in the field (5 points)	12
7.	Presentation of the File	03
	- Scheduling of administrative and technical documents: 1 point - Summary and layout of documents: 0.5 point - Clarity of texts and images: 01 point - Binding and inseting: 0.5 point	
Total		100

Only candidates with a technical score above or equal to 70 points out of 100 shall be retained.

VI. PURPOSE OF THE CONTRACT AND EXPECTED RESULTS

The purpose of the consultation is to recruit an independent consultant in charge of auditing the 2025, 2026, 2027, 2028, 2028, 2029 and 2030 fiscal years.

The consultant's mission will be to audit the annual financial statements and other specific verifications provided for in the OHADA Uniform Act on commercial companies and economic interest groups, law No. 2017/011 of July 12, 2017 on the general status of public corporations and standards of the profession.

The consultant retained at the end of the consultation will be required to regularly provide the following documents:

- All legal reports prescribed by the legal and regulatory provisions in force in Cameroon;
- A report on the significant observations and recommendations needed to improve the company's internal control system;
- A report on the significant observations and recommendations needed to improve the internal tax management of the company.

VIII. LOCATION AND DURATION OF THE CONTRACT

The contract shall be carried out at the headquarters in Yaounde and at all sites of the corporation, for a period of six (06) years or seventy-two (72) months.

IX. DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF APPLICATIONS

Each application file including an Administrative and Technical Files drafted in French or English, in five (05) copies, one (01) original and four (04) copies, must reach the **Contracts Unit** located at the Head Office of the Cameroon Real Estate Corporation, opposite the T. BELLA Building, 510 Independence Avenue, Hippodrome, P.O. Box 387 Yaounde, Telephone: 222 23 34 11, Fax: 222 22 51 19, on 7 1 MARS 2025 latest. at 09h local time.

CO

A

The enclosed files should be entitled:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST NO. 006 /REI/SIC/2025 OF 24 FEB 2025 TO PRE-SELECT AN
EXTERNAL AND ALTERNATE AUDITOR IN CAMEROON REAL ESTATE CORPORATION (SIC)

"To be opened only during the opening session"

NB: Incomplete files or files with false declarations shall simply be rejected.

X. ADDITIONAL INFORMATION

Any further information can be obtained during business hours at the **Contracts Unit** located at the Head Office of the Cameroon Real Estate Corporation, P.O. Box: 387 Yaounde, 510, Independence Avenue, Hippodrome, opposite the T. BELLA Building. Tel: 222 23 01 59. Fax: 222 22 51 19, upon publication of this Call.

NB: For any act of corruption, please contact CONAC on the toll-free number 1517.

Yaounde on, 24 FEB 2025

THE GENERAL MANAGER

Copies to:

- COB-SIC,
- Media
- Chrono / Archives
- Notice Board



D. AHMADOU SARDAOUNA